

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 21/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS**

Rue Joanny Desage  
42140 Chazelles-sur-Lyon

Références : UID4243-EAR-23-243  
Code AIOT : 0006103318

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS implanté Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 Chazelles-sur-Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS
- Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 Chazelles-sur-Lyon
- Code AIOT : 0006103318
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La site de Chazelles sur Lyon de la société Federal Mogul Ignition Products est spécialisé dans la production de bougies d'allumage.

Dans le cadre de sa production, le site est équipé d'une ligne de traitement de surfaces permettant un revêtement de nickel.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets aqueux, ligne de traitement de surface
- suites données à l'inspection 2022
- dépassement légionnelles 2022
- utilisation de l'eau atelier atomisation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Produits chimiques, rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Produits chimiques, rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	14 jours
12	Tour Aéro Réfrigérante	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Point 3.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14	/	Sans objet
4	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-III	/	Sans objet
6	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14	/	Sans objet
7	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14	/	Sans objet
8	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II	/	Sans objet
9	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II	/	Sans objet
13	Installations de broyage, atomiseur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 23	/	Sans objet
14	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 2 paragraphe 1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite objet du présent rapport a conduit à relever des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra apporter des réponses.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émissions pour le Ni.

Suivi du constat n°1 du rapport d'inspection 2022 (non-conformité) :

Malgré une amélioration, les résultats des analyses en Ni restent non-conformes, en particulier pour le flux moyen mensuel.

En regard des échéances mentionnées au constat n°1 du précédent rapport, l'inspection constate que du retard a été pris en particulier dans la mise en œuvre des phases 2 et 3.

Par ailleurs, l'exploitant n'a toujours pas mené les actions demandées sur l'état du milieu récepteur (impact en Cu, Ni et Zn). Au vu des éléments présentés et des actions engagées, l'inspection tolère que des délais supplémentaires soient accordés en regard de ceux mentionnés au constat n°1 du précédent rapport d'inspection, tels que mentionnés en observation ci-après.

Observations :

Afin de justifier des actions engagées pour lever la non-conformité des rejets en Ni, il est demandé à l'exploitant de fournir :

Avant le 30/09/2022 :

- des éléments visant à justifier si d'autres contributions vers le milieu récepteur sont présentes (en particulier en Cu, Ni, Zn, cf demande du rapport du 27 mai 2021),
- un bilan de la phase d'essai du recyclage des eaux traitées sur le poste de rinçage après dégraissage (évolution des volumes rejetés, de la concentration et du flux de Ni dans les effluent, de la consommation en eau),
- une mise à jour du plan d'action de l'ETE et positionnement de l'exploitant sur la réalisation de la phase 4,

Avant le 31/12/2022 :

- un bilan global des actions réalisées présentant les gains obtenus au niveau des rejets. Si les résultats sont toujours non-conformes aux valeurs limites d'émissions fixées et/ou non compatibles avec le milieu récepteur (cf proposition d'évolution des valeurs limites d'émissions mentionnées en conclusion du rapport de l'inspection du 27 mai 2021), ce bilan sera accompagné d'un nouveau plan d'actions visant à obtenir la conformité/compatibilité des rejets. Le délai nécessaire pour atteindre cet objectif devra être justifié. Des réponses aux questions mentionnées en conclusion du rapport du 27 mai 2021(\*) devront être apportées.

(\*) : pour le cas des fortes irrégularités des rejets en Ni précédemment constatées, l'inspection considère que les éléments apportés au cours de l'inspection objet du présent rapport permettent de répondre à la demande (améliorations mises en œuvre pour lisser les apports en Ni au niveau de la station d'épuration).

**Constats :**

Suite au rapport transmis à l'exploitant le 14 mars 2022 et faisant suite à l'inspection réalisée le 28 février 2022, aucune réponse écrite n'a été transmise à l'inspection avant la visite objet du présent rapport.

Pour chacun des items visés, les éléments présentés par l'exploitant au cours de la visite sont les suivants :

Cas des contributions en Cu, Ni et Zn vers le milieu récepteur : L'exploitant a indiqué être en attente d'un devis d'un bureau d'études extérieur pour la réalisation d'une étude milieu, une relance a été effectuée la semaine précédent la visite.

Phase d'essai du recyclage des eaux traitées : Depuis avril 2022, un débit de 500 l/h est prélevé au niveau du rejet des effluents traités par la STEP interne et utilisé pour alimenter le rinçage après dégraissage. Cela permet une réduction de 33% de la consommation d'eau depuis le réseau AEP pour les rinçages, l'installation comportant 3 rinçages alimentés à 500 l/h (2 directement depuis le réseau AEP, 1 par des eaux recyclées depuis avril 2022). Cela se traduit également par une diminution du volume des effluents rejetés.

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté des graphiques de synthèse des résultats d'analyses en Ni. Dès la mise en œuvre du recyclage, une diminution du flux de Ni rejeté se remarque à partir d'avril 2022 mais ne se confirme pas au fil du temps, notamment à partir de début 2023 où un rebond est observé (cf point ci-après sur l'utilisation de l'insolubilisant).

Mise à jour plan d'action, phase 4 de l'ETE : L'exploitant n'a pas transmis de mise à jour du plan d'actions comme demandé. Depuis janvier 2023, il teste l'utilisation d'un insolubilisant pour essayer d'obtenir un meilleur abattement des rejets en Ni. Des soucis de désamorçage de pompe ont perturbé les essais et entraîné une hausse des niveaux de rejets, en particulier début 2023. Le fonctionnement est maintenant fiabilisé et les essais vont se poursuivre jusqu'à la fin de l'été 2023 (pour le moment, les résultats ne semblent pas montrer une amélioration nette des niveaux de rejets).

Actuellement, l'exploitant n'envisage pas mettre en œuvre la solution des résines de finition évoquée dans la phase 4 de l'ETE pour des raisons de coûts des équipements (installation et fonctionnement).

Au cours de la visite, d'autres pistes ont été évoquées :

- augmentation du temps d'égouttage des pièces au dessus des baignoires de traitement, afin de diminuer les entraînements,
- cas de l'optimisation de la ligne présentée au paragraphe 4.4.1 de l'ETE : cette solution n'avait pas été retenue en conclusion de l'ETE car jugée initialement comme complexe à mettre en œuvre. L'exploitant a indiqué envisager de nouveau cette solution et va évaluer le budget des travaux nécessaires (demande qui avait été formulée par l'inspection dans le rapport d'analyse de l'ETE du 21 mai 2021).

**Non-conformité** : Les résultats des analyses des rejets en Ni montrent toujours des non-conformités, tous les mois pour ce qui concerne le flux moyen mensuel, et ponctuellement pour la concentration et le flux maximal journalier.

Il est indispensable que l'exploitant continue d'engager des actions afin d'aller vers la mise en conformité des rejets.

Il est demandé à l'exploitant de fournir :

- Avant le 30 septembre 2023 : un bilan de la mise en œuvre de l'insolubilisant (évolution des concentrations et flux rejetés) et la mise à jour du plan d'action proposé en conclusion de l'ETE (proposition d'autres pistes d'améliorations avec devis, en lien notamment avec l'ETE et les questions soulevées en conclusion du rapport de l'inspection du 27 mai 2021).
- Avant le 31 décembre 2023 : mise en œuvre d'au moins une solution complémentaire qui aura été proposée dans le plan d'action remis avant le 30 septembre 2023 ; lancement de l'étude milieu.

**En l'absence de transmission selon les délais mentionnés, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 6 mois

## N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émissions (autres paramètres) <u>Suivi du constat n°2 du rapport d'inspection 2022 (non-conformité) :</u> Les résultats des 4 analyses trimestrielles réalisées au cours de l'année 2021 montrent un dépassement de la valeur limite d'émission fixée pour le paramètre azote global : - valeur limite d'émission : 50 mg/l - 82,2 mg/l < valeurs mesurées < 111,8 mg/l. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fournira ses commentaires sur ces dépassements et précisera les actions envisagées pour éviter qu'ils ne se reproduisent.
<b>Constats :</b> Suite à la précédente visite, l'exploitant n'a transmis aucun élément à l'inspection visant à répondre à la non-conformité soulevée.  L'analyse des résultats d'autosurveillance saisie dans Gidaf au titre de l'année 2022 montre des dépassements de la valeur limite d'émission en concentration : 65,5 mg/l < valeurs mesurées < 105, 2 mg/l (VLE : 50 mg/l). Il n'a pas été constaté de dépassement en flux. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué avoir sollicité un accompagnement d'un cabinet extérieur pour traiter cette problématique, une étude datée du 22 mars 2023 (version non signée) a été remise à l'inspection. Cette étude s'est attachée à rechercher les sources d'azote et examiner les pistes de traitement/réduction. L'azote est présent exclusivement sous la forme d'azote Kjeldhal et la principale source est le rinçage mort après nickelage.  A ce stade, la piste du traitement n'est pas retenue car elle nécessiterait des investissements importants (passage en zéro rejet ou traitement biologique).  Une solution de réduction à la source semble pouvoir être engagée par modification de la gestion de la cuve de rinçage éco et de l'ajout d'acide sulfamique (nécessaire à la régulation du pH des bains de nickelage). Cela devrait permettre de réduire les entraînements d'azote depuis la cuve de rinçage éco vers les rinçages courants. L'optimisation du temps d'égouttage des pièce en sortie de la cuve de rinçage éco pourrait aussi permettre de limiter les flux de polluant vers les rinçages courants.  <b>Non-conformité :</b> Les résultats d'analyses des effluents aqueux montrent que la valeur limite d'émission fixée pour l'azote global n'est pas respectée. <u>Sous un délai de 6 mois</u> , des actions devront être engagées afin de réduire les niveaux de rejets et dans le but d'atteindre le respect de la valeur limite d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence d'analyses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des fréquences d'analyses
<b>Constats :</b> L'examen des résultats saisis sur Gidaf au titre de l'année 2022 montre le respect des fréquences d'analyses excepté pour les paramètres tétrachloroéthylène (2 analyses sur 4) et azote global (3 analyses sur 4). Après échange avec l'exploitant, il apparaît que les analyses de ces deux paramètres ont bien été réalisées selon les fréquences prescrites, il s'agit simplement d'une erreur de saisie sur Gidaf.
<b>Observations :</b> Afin de corriger les oublis de saisie, l'exploitant peut solliciter une invalidation des mois concernés et il lui sera alors possible de rajouter les résultats manquants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Substances dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Ces dispositions sont également applicables aux émissions de Tétrachloroéthylène, substance visée par un objectif de suppression des émissions à l'échéance 2021 au titre du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021.  <u>Suivi du constat n°7 du rapport d'inspection 2022 (observation) :</u> L'exploitant doit justifier avoir mis en œuvre les dispositions nécessaires afin d'obtenir la réduction maximale des émissions du tétrachloroéthylène conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 15 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2019. Les éléments nécessaires sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 6 mois.
<b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection réalisée en 2022, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse à l'observation relevée. Les résultats des 4 analyses réalisées en 2022 montrent que la concentration mesurée en tétrachloroéthylène (TTCE) est comprise entre 8,7 µg/l et 15,2 µg/l. Le flux moyen rejeté est de 0,192 g/j et le flux maximal de 0,410 g/j. Ces concentrations sont inférieures à la concentration maximale de 25 µg/l fixée par l'article 33 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2009 applicable aux installations relevant de la rubrique 2565. Le flux moyen et le flux maximal représentent respectivement 3,7 % et 7,9 % du flux admissible par le milieu récepteur (débit d'étiage de l'Anzieux : 6 l/s).  Toutefois, s'agissant d'une substance visée par un objectif de suppression, la réduction maximale doit être recherchée et l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de justifier qu'il a mis en œuvre les solutions de réduction techniquement viables et à un coût économique acceptable. Le TTCE est utilisé pour le dégraissage des pièces avant passage sur la ligne de nickelage. L'installation fonctionne en zéro rejet, les deux étapes finales de traitement sont un séchage des pièces sous température élevée et un séchage sous vide. La présence de TTCE au niveau des rejets aqueux est liée à l'entraînement des derniers résidus présents sur les pièces lors de leur passage sur la ligne de nickelage.
<b>Observations :</b> Malgré le respect de la valeur limite d'émission fixée, l'exploitant est tenu de disposer des éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Il doit réaliser une comparaison du mode de fonctionnement de l'installation de dégraissage au TTCE avec les meilleures technologies disponibles. Ces éléments devront être disponibles <u>sous un délai de 6 mois</u> (un délai supplémentaire est toléré une dernière fois en regard de la demande déjà formulée).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures du niveau des rejets des eaux résiduelles sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.</p> <p>Des mesures portant sur l'ensemble des polluants sont effectuées, selon la fréquence indiquée au point 14 « Auto surveillance des eaux résiduelles », par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides. Cet organisme est agréé, ou accrédité s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, et l'échantillonnage est réalisé sous accréditation.</p> <p>Art 46-III AM 09/04/2019, extrait : Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'autosurveillance des rejets, l'exploitant dispose d'un spectrophotomètre. Il a réalisé de nombreuses inter-comparaisons avec les analyses réalisées par un laboratoire extérieur afin de fiabiliser la technique d'analyse.</p> <p>Pour les analyses portant sur l'ensemble des polluants à réaliser selon une fréquence minimale trimestrielle, l'exploitant fait appel à un organisme extérieur (Apave). Pour ces analyses, l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effectue un audit une fois par an du dispositif d'autosurveillance mis en place par l'exploitant, cet audit examine notamment le fonctionnement des appareils de mesure et les conditions de prélèvements,</li> <li>• effectue une fois par trimestre un prélèvement d'échantillons avec le matériel de l'exploitant. Les rapports fournis précisent que le prélèvement est couvert par l'accréditation. Les analyses sont ensuite sous-traitées auprès du laboratoire Eurofins Hydrologie Centre Est, qui sous-traite à d'autres laboratoires du groupe Eurofins lorsqu'il ne dispose pas de l'accréditation pour certains paramètres.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Le rapport d'audit du 14 juin 2022 comporte des observations sur le système de prélèvement de l'exploitant. Bien que le rapport précise que le dispositif est en capacité d'effectuer des prélèvements représentatifs de rejets, l'exploitant précisera, <u>sous un délai de 6 mois</u>, les actions mises en œuvre pour lever ces observations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite "consommation spécifique", la plus faible possible. Cette consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le calcul de la consommation spécifique. Au titre de l'année 2022, le résultat est de 5,6 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage. La ligne de traitement dispose de 4 fonctions de rinçage et a consommé en 2022 4208 m <sup>3</sup> d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence d'analyse des paramètres Pb, Al et Sn
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Suivi du constat n° 4 du rapport d'inspection 2022 (observation) :</u> Au cours de la visite, l'exploitant a évoqué le cas des paramètres Pb, Al et Sn pour lesquels l'arrêté préfectoral prévoit une surveillance selon une fréquence hebdomadaire.  Il a indiqué que ces paramètres ne sont pas présents dans les produits mis en œuvre sur le site et absents au niveau des rejets. Il souhaiterait pouvoir alléger la fréquence de surveillance.  Conformément aux dispositions du paragraphe 14 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019, pour que la périodicité de surveillance de ces paramètres puisse être modifiée, l'exploitant doit fournir à l'inspection les éléments permettant d'attester de l'absence ou de la faible émission de ces produits (bilan des résultats d'analyses des rejets sur une période représentative d'au moins 12 mois, éléments d'informations tirés des FDS et/ou des fournisseurs justifiant de l'absence de ces paramètres dans les produits mis en œuvre)
<b>Constats :</b> L'exploitant a une nouvelle fois abordé le sujet de la fréquence des analyses pour les paramètres Pb, Sn et Al. Par courrier daté du 27 juin 2023, il a sollicité un allègement de la fréquence des analyses de ces paramètres, par le passage d'une surveillance hebdomadaire à trimestrielle. Il a joint à ce courrier une synthèse des résultats d'analyses sur la période janvier 2021 - février 2022 (56 résultats) : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour Al, la concentration maximale mesurée est de 0,033 mg/l (VLE : 5 mg/l),</li><li>• pour Sn, la concentration maximale mesurée est de 0,0054 mg/l (VLE : 0,03 mg/l),</li><li>• pour Pb, la concentration maximale mesurée est de 0,0026 mg/l (VLE : 0,15 mg/l).</li></ul>
<b>Observations :</b> Considérant les résultats des analyses présentés par l'exploitant, l'inspection accepte que l'exploitant réduise la fréquence des analyses pour les paramètres Pb, Al et Sn à une fréquence trimestrielle. L'arrêté préfectoral complémentaire réglementant les rejets du site sera mis à jour ultérieurement, à l'occasion de modifications plus importantes. Une évolution des rejets à la hausse nécessiterait un retour à une surveillance selon une fréquence hebdomadaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Suivi du constat n°8 du rapport d'inspection 2022 (observation) :</u> Conformément aux échanges tenus au cours de la visite, un nettoyage de la zone d'entreposage du GRV de soude et son évacuation sont à réaliser sous un délai de 1 mois.
<b>Constats :</b> La visite des installation a permis de constater qu'un nettoyage de la zone a été effectué. Le GRV de soude n'a pas été évacué, l'exploitant a décidé de conserver ce produit, il est placé sur rétention.
<b>Observations :</b> Une vigilance doit être maintenue afin d'éviter que l'accumulation de sels précédemment constatée ne se reproduise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Suivi du constat n°9 du rapport d'inspection 2022 (non-conformité) :</u> Le fond du décanteur est en mauvais état. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit fournir un plan d'actions visant à sa remise en état, celle-ci devra intervenir sous un délai maximal de 6 mois.
<b>Constats :</b> Par courriel du 9 mars 2023, l'exploitant a transmis un rapport d'inspection du décanteur établi par un bureau d'études (rapport du 28 décembre 2022 faisant suite à une intervention du 9 novembre 2022). Ce rapport précise en conclusion que l'intégrité de la structure n'est pas compromise. Il préconise, après nettoyage et examen : <ul style="list-style-type: none"> <li>• renforcement des parties abimées par la mise en place de ronds soudés autour des piquages si nécessaire,</li> <li>• appliquer un traitement anti corrosion,</li> <li>• mettre en œuvre un plan de surveillance de l'état général.</li> </ul> L'exploitant a indiqué avoir vidé complètement le décanteur pour reprendre les soudures intérieures de la membrane en PEHD (fin 2022). Depuis, les fuites sont beaucoup plus réduites. Cet ouvrage est situé en point bas au niveau de la station d'épuration, dans une zone semi enterrée faisant office de rétention.
<b>Observations :</b> Une surveillance et un entretien réguliers de l'ouvrage doivent être mis en place afin de détecter toute nouvelle dégradation susceptible de conduire à une fuite importante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>...</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>...</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p><u>Suivi du constat n°10 du rapport d'inspection 2022 (observation), cas de la cuve de stockage des produits lessiviels usagés :</u></p> <p>Un dispositif permettant de détecter une éventuelle fuite de l'enveloppe primaire et donc la présence de liquide dans la double enveloppe doit être mis en place sous un délai de 3 mois.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis la précédente inspection, l'exploitant n'a apporté aucun élément de réponse.</p> <p>Au cours de la visite, il n'a pas été en capacité d'indiquer si un dispositif de détection de fuite est installé au niveau de la double enveloppe.</p> <p><b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'est pas en capacité de contrôler à tout moment l'étanchéité de l'enveloppe primaire de la cuve de stockage des produits lessiviels (<u>délai de mise en conformité : 3 mois</u>). En l'absence de mise en conformité, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Produits chimiques, rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> <b>Non conformité :</b> Au niveau de l'atelier "atomiseur", des bidons de produits chimiques sont présents sans être associés à une capacité de rétention ( <u>délai de mise en conformité : deux semaines</u> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 14 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Point 3.7.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi légionnelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'autosurveillance saisis dans Gidaf montrent la présence d'un dépassement du seuil de 1000 UFC/L pour le prélèvement réalisé le 28 juillet 2022 (résultat = 9000 UFC/L).</p> <p>L'examen du carnet de suivi de la TAR permet de constater les événements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 28/07 : la réalisation d'un prélèvement est mentionnée, mais pas le résultat de l'analyse ni le dépassement du seuil de 1000 UFC/L,</li> <li>• 29/07 : un traitement choc a été réalisé, la nature du produit employé n'est pas précisée,</li> <li>• 08/08 : arrêt annuel, vidange et nettoyage des installations,</li> <li>• 12/08 : prélèvement, résultat inférieur à 1000 UFC/L.</li> </ul> <p>La procédure des actions à mettre en œuvre pour un dépassement &gt; 1000 UFC/L existe et a pu être présentée. Pour le dépassement constaté, il n'a pas été ouvert de "fiche incident" tel que prévu par la procédure.</p> <p><b>Non-conformités :</b></p> <p>Un deuxième prélèvement suite au constat du dépassement n'a pas été réalisé dans un délai compris entre 48 h et 1 semaine.</p> <p>La procédure des actions à mettre en œuvre en cas de dépassement &gt; 1000 UFC/L n'a pas été suivie (absence d'ouverture de fiche incident).</p> <p>Le carnet de suivi n'est pas correctement complété : la nature des produits mis en œuvre lors des traitements chocs n'est pas précisée, le résultat de l'analyse supérieur à 1000 UFC/L n'est pas enregistré.</p> <p><u>Sous un délai de 3 mois</u>, l'exploitant précisera les actions correctives mises en œuvre pour que de telles dérives ne se reproduisent pas.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 13 : Installations de broyage, atomiseur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau, rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.  Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. « Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits. »
<b>Constats :</b> L'eau utilisée au niveau de l'atelier de fabrication de poudre atomisée provient du réseau d'alimentation en eau potable. L'exploitant a précisé que les eaux pluviales ne peuvent pas être utilisées pour des raisons de qualité des produits fabriqués.  L'eau est utilisée : <ul style="list-style-type: none"><li>• directement au niveau du process (notamment lors de l'étape de délayage ; l'opération de broyage est réalisée à sec), elle est ensuite vaporisée au moment de l'atomisation et du séchage,</li><li>• pour les opérations de nettoyage des ateliers et de l'atomiseur : les effluents sont stockés et évacués en tant que déchets (pas de rejets d'effluents liquides)</li><li>• pour alimenter le laveur de fumées : l'exploitant effectue des essais pour réutiliser les eaux issues du lavage de l'atomiseur pour compenser les pertes du laveur de fumées.</li></ul> Les eaux industrielles ne sont pas intégralement réutilisées pour des raisons techniques du process. L'exploitant examine des pistes pour réutiliser les eaux de lavage et ainsi réduire la consommation d'eau au niveau de cet atelier.
<b>Observations :</b> La prescription n'est pas complètement respectée mais ne semble pas, en première approche, adaptée au process spécifique de l'exploitant qui nécessite un cahier des charges précis pour le produit à fabriquer. L'inspection invite l'exploitant à poursuivre ses investigations pour augmenter le taux de réutilisation des eaux de lavage et ainsi réduire sa consommation d'eau. Un bilan des actions et économies réalisées sera transmis <u>sous un délai de 12 mois</u> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 2 paragraphe 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b> La visite des installations a permis de constater la présence de dépôts gras sur les sols extérieurs imperméabilisés, à proximité de l'aire de nettoyage haute pression. L'exploitant a précisé que les eaux pluviales ruisselant sur ces zones transitent avant rejet par des séparateurs d'hydrocarbures et un rappel de consignes aurait été fait aux opérateurs.
<b>Observations :</b> Une vigilance de l'exploitant semble nécessaire au niveau de la zone identifiée afin d'éviter ce genre de dépôts sur le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet